

Unité interdépartementale Nièvre-Yonne
Pôle Carrières, matériaux, déchets
40 rue de la Préfecture
58026 NEVERS CEDEX

NEVERS, le 27 novembre 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/10/2023

Contexte et constats

Publié sur  **RISQUES**

ASTRA RECYCLAGE

« Champ des Charbonnières »
58000 Saint-Éloi

Références : 230640
Code AIOT : 0025100036

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/10/2023 dans l'établissement ASTRA RECYCLAGE, implanté au lieu-dit « Champ des Charbonnières » - 58000 Saint-Éloi. L'inspection a été annoncée le 25/09/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ASTRA RECYCLAGE
- « Champ des Charbonnières » - 58000 Saint-Éloi
- Code AIOT : 0025100036
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société DE.VA.EL. (DEchets Valorisation Elimination) est autorisée par arrêté préfectoral n° 58-2017-11-06-001 du 06 novembre 2017 à exploiter une plate-forme de déchets dangereux (déchets d'amiante lié uniquement) et de déchets non dangereux, non inertes divers, sur la commune de Saint-Eloi (58). Le site et l'exploitation ont été rachetés par la société ASTRADEC le 28 décembre 2020. L'exploitant, jusqu'en avril 2022, était la société DE.VA.EL et est aujourd'hui la société ASTRA

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- suites de la précédente inspection
- conditions d'exploitation
- traçabilité des déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant, la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Mise en demeure	AP de Mise en Demeure du 09/07/2021, article 1	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Lettre de suite préfectorale	6 mois
4	Entretien du débourbeur déshuileur	Arrêté Préfectoral du 06/11/2017, article 4.3.4	/	Sans objet	
5	Condition d'entreposage pour le compostage	Arrêté Ministériel du 12/07/2011, article I > 2.1.1 & 3.7	/	Sans objet	
6	Rétention des aires et locaux de travail	Arrêté Ministériel du 12/07/2011, article I > 2.9	/	Sans objet	
7	Entreposage des déchets (non dangereux non inertes)	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13.IV	/	Sans objet	
8	Entretien général du site	Arrêté Préfectoral du 06/11/2017, article 2.3.3	/	Sans objet	
10	Traçabilité des déchets	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, articles 1er & 2	/	Sans objet	

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Mise en demeure	AP de Mise en Demeure du 09/07/2021, article 1	Avec suites, Astreinte	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Mise en demeure	AP de Mise en Demeure du 09/07/2021, article 1	Avec suites, Astreinte	Sans objet
9	Traçabilité des déchets	Code de l'environnement du 01/01/2022, article R. 541-45	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Par rapport aux précédentes inspections, l'exploitant a progressé sur le traitement du passif. Il a notamment transmis à l'inspection un dossier d'enregistrement en cours d'instruction. Concernant l'exploitation, les différentes activités du site (tri transit de déchets d'activités économiques et de bois et compostage de déchets verts) sont opérées sur une zone apparaissant comme trop contrainte et les activités empiètent les unes sur les autres. Il convient de remédier à ce fonctionnement en réservant aux différentes activités des zones identifiées et correctement séparées. Par ailleurs, l'exploitant doit prendre contact avec GRTGaz afin d'échanger sur la proximité entre ses activités et cet équipement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Mise en demeure

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 09/07/2021, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 11/07/2022 type de suites qui avaient été actées : Avec suites suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Astreinte
Prescription contrôlée : La société DE.VA.EL, dont le siège social est situé CD 978, Pré des Morvandiaux – 58000 SAINT-

ÉLOI, exploitant une plate-forme technique de traitement de déchets dangereux (déchets d'amiante liée uniquement) et de déchets non dangereux, non inertes divers, au lieu-dit « Champ des Charbonnières » sur le territoire de la commune de SAINT-ÉLOI (Nièvre), est mise en demeure de respecter :

- dans un délai de 1 mois à compter de la notification du présent arrêté, les prescriptions de l'article 11.3.1 de l'arrêté préfectoral du 6 novembre 2017, susvisé, en transmettant à l'inspection des installations classées le rapport de l'audit environnemental portant sur la nature, la composition, la qualité et la stabilité technique des matériaux remblayés sur les parcelles des terrains cadastrées 208, 209, ainsi que sur la partie ouest par rapport à la canalisation de gaz qui traverse le site suivant une direction nord-sud des parcelles de terrains cadastrées 1535 et 1569 ;

Constats :

L'exploitant a joint au dossier d'enregistrement déposé sur la plateforme GUN le 05/10/2022 les rapports établis par l'entreprise Socotec en 2016, 2017 et 2022.

Concernant la stabilité de la partie ouest par rapport à la canalisation de gaz qui traverse le site, le rapport de 2016 indique que « *L'ensemble du site a fait l'objet d'un remblaiement plus ou moins épais, à l'exception de la zone de servitude gaz qui la traverse. [...] Ce recouvrement constitue actuellement une croûte dure permettant la circulation des engins et assurant la stabilité de la plate-forme* ».

De plus, l'exploitant a indiqué à l'inspection, par courriel du 19/06/2023, que les remblais avaient été évacués des parcelles 208 et 209 et que « *Les parcelles à l'ouest de la canalisation gaz sont les parcelles 208 et 209, selon notre interprétation. Les dépôts de remblai ayant été évacués, il n'y a plus de risque de glissement de terrain et donc l'étude de stabilité n'a plus lieu d'être réalisée.* » L'exploitant demande à l'inspection de confirmer ce point.

Il convient tout d'abord de relever que la canalisation se trouve au droit des parcelles 1535 et 1569. Lors de la visite des installations, l'inspection n'a pas constaté la présence de déchets à l'ouest de la canalisation susceptibles d'engendrer une agression sur celle-ci. Aussi, la mise en demeure peut être levée concernant ce point.

Demande de compléments n° 1 : Cependant, au regard de la présence à l'est de la canalisation de la plate-forme d'exploitation, et notamment de 2 bassins de rétention d'eau dont le trop-plein a pour exutoire le fossé surplombant la canalisation, l'inspection demande à l'exploitant de prendre contact avec GRTGaz pour s'assurer :

- que les activités en surplomb de la canalisation à l'est de celle-ci ne risquent pas d'engendrer une agression de celle-ci ;
- que l'écoulement d'eau dans le fossé ne risque pas d'aboutir à une mise à l'air de la canalisation ;
- que les risques pour l'installation engendrés par la présence de la canalisation sont bien pris en compte.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Mise en demeure

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 09/07/2021, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 11/07/2022 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Astreinte
Prescription contrôlée : <p>La société DE.VA.EL, dont le siège social est situé CD 978, Pré des Morvandiaux – 58000 SAINT-ÉLOI, exploitant une plate-forme technique de traitement de déchets dangereux (déchets d'amiante liée uniquement) et de déchets non dangereux, non inertes divers, au lieu-dit « Champ des Charbonnières » sur le territoire de la commune de SAINT-ÉLOI (Nièvre), est mise en demeure de respecter :</p> <p>- dans un délai de 1 mois à compter de la notification du présent arrêté, les prescriptions de l'article 7.1.4 de l'arrêté préfectoral du 6 novembre 2017, susvisé, en clôturant le site sur la totalité des limites de propriété du site classé au titre des ICPE par un dispositif formant obstacle à l'intrusion de personnes suffisamment résistant, d'une hauteur minimale de 2,5 mètres ;</p>
Constats : <p>Comme précisé dans son courriel du 19/06/2023, l'exploitant a prévu de demander à l'inspection un aménagement à la prescription en question. L'exploitant considère en effet que les merlons mis en place en limite nord de l'installation suffisent à en interdire l'accès. L'inspection souligne que les arrêtés ministériels de prescriptions générales applicables à l'installation imposent que les personnes étrangères à l'établissement ne puissent accéder librement aux installations, laissant aux exploitants la liberté de choisir les moyens à mettre en œuvre pour respecter ces exigences.</p> <p>Lors de la visite des installations, l'inspection a pu constater que les dimensions des merlons permettaient d'interdire l'accès à l'installation. Cependant, certaines zones non couvertes par un merlon n'étaient pas clôturées, ce qui constitue une non-conformité. Mais l'exploitant s'est engagé à mettre en place rapidement des clôtures sur les zones concernées.</p> <p>Par courriel du 23/10/2023, l'exploitant confirme, photographies à l'appui, qu'il a mis en place une clôture sur la zone non couverte.</p> <p>L'inspection considère que la mise en demeure peut être levée concernant ce point, en effet l'interdiction d'accès grâce aux merlons au lieu des clôtures pourra être confirmée dans le cadre de l'instruction du dossier et la prescription modifiée en conséquent.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Mise en demeure

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 09/07/2021, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 11/07/2022 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale

Prescription contrôlée :

La société DE.VA.EL, dont le siège social est situé CD 978, Pré des Morvandiaux – 58000 SAINT-ÉLOI, exploitant une plate-forme technique de traitement de déchets dangereux (déchets d'amiante liée uniquement) et de déchets non dangereux, non inertes divers, au lieu-dit « Champ des Charbonnières » sur le territoire de la commune de SAINT-ÉLOI (Nièvre), est mise en demeure de respecter :

- dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, les prescriptions de l'article 8.2.2 de l'arrêté préfectoral du 6 novembre 2017, susvisé, en faisant réaliser le contrôle des eaux superficielles ; ce contrôle a lieu en période pluvieuse (d'octobre à juin) via des prélèvements et analyses sur les eaux pluviales issues de son site. Les paramètres contrôlés sont ceux définis à l'article 4.3.8.3 de l'arrêté préfectoral du 6 novembre 2017 susvisé ; les analyses sont assurées suivant les normes en vigueur ;

Constats :

Les analyses sont à réaliser deux fois par an, en période pluvieuse (d'octobre à juin). À la demande de l'inspection, l'exploitant a présenté :

- le rapport du 25/10/2022 sur prélèvements du 07/09/2022 : ce rapport concerne 4 piézomètres ainsi que les eaux superficielles ;
- le devis signé du 30/08/2023 concernant le prélèvement qui a dû être effectué les 26 et 27/09/2023 pour lequel les résultats n'ont pas encore été reçus.

En revanche, l'exploitant n'a pas été en mesure de fournir l'analyse du premier semestre 2023.

Par courriels des 23 et 24/10/2023, l'exploitant a transmis à l'inspection les résultats des analyses de septembre 2022 et 2023 et a concédé qu'il n'y avait pas eu d'analyse en mars-avril en raison notamment du départ du précédent responsable d'exploitation qui avait en charge l'organisation de ces analyses. L'exploitant affirme avoir revu son organisation pour éviter tout nouvel oubli dans les années à venir.

De plus, si les analyses de 2022 ont été menées sur 5 points de mesure concernant les eaux souterraines ainsi que sur les eaux résiduaires et la Guipasse, les analyses de 2023 n'ont été menées que sur 2 puits et les eaux de surface alors que l'article 8.2.3 de l'arrêté préfectoral du 6 novembre 2017 impose des analyses sur 5 points de prélèvement concernant les eaux souterraines.

Non-conformité n° 1 : Tous ces points constituent une non-conformité, la mise en demeure n'est pas respectée.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 6 mois

N° 4 : Entretien du débourbeur déshuileur

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/11/2017, article 4.3.4

Thème(s) : Risques chroniques, Suivi de l'entretien

Prescription contrôlée :

Les eaux pluviales sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence.

Les décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures sont nettoyés par une société habilitée au moins une fois par an. Ce nettoyage comprend *a minima* la vidange de l'équipement et la vérification du bon fonctionnement de l'obturateur automatique.

Les fiches de suivi du nettoyage des décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures, l'attestation de conformité à la norme en vigueur ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

...

Constats :

L'inspection interroge l'exploitant sur la présence d'un débourbeur-deshuileur sur le site. L'exploitant répond que cet équipement est situé en aval des bassins de décantation qui reprennent les eaux des activités compost et bois. Il présente à l'inspection le devis signé concernant le pompage effectué le 29/04/2022. Il est indiqué que le prestataire a récupéré 12,240 t en phase liquide et 700 kg en phase pâteuse.

Par courriel du 23/10/2023, l'exploitant a précisé à l'inspection que le pompage de l'équipement était programmé pour la première quinzaine de novembre.

Non-conformité n° 2 : Cependant, le précédent entretien date d'avril 2022. De plus, l'exploitant n'a pas été en mesure de fournir les fiches de suivi et les bordereaux de traitement, ce qui constitue une non-conformité.

Type de suites proposées : Lettre de suite préfectorale

Proposition de suites : 1 mois

N° 5 : Condition d'entreposage pour le compostage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/07/2011, article I > 2.1.1 & 3.7

Thème(s) : Risques chroniques, Répartition des zones

Prescription contrôlée :

2.1.1

Une installation de compostage comprend au minimum :

- une aire* (ou équipement dédié) de réception/tri/contrôle des matières entrantes,
- une aire* (ou équipement dédié) de stockage des matières entrantes, adaptée à la nature de celles-ci,
- une aire* (ou équipement dédié) de préparation le cas échéant,
- une aire* (ou équipement dédié) de fermentation aérobie,
- une aire* (ou équipement dédié) de maturation,
- une aire (ou équipement dédié) d'affinage/criblage/formulation le cas échéant,
- une aire de stockage des composts avant expédition le cas échéant.

Le nombre d'aires peut être réduit dans le cas du compostage de déchets verts ou de déjections animales. Les aires signalées par un astérisque (*) sont imperméables et équipées de façon à pouvoir recueillir les eaux de ruissellement y ayant transité, les jus et les éventuelles eaux de procédé. À l'exception de celles qui sont abritées dans un bâtiment fermé, ces différentes aires sont situées à 8 mètres au moins des limites de propriété du site.

3.7

L'entreposage des matières entrantes se fait de manière séparée de celui des composts, par nature de produits, sur les aires identifiées réservées à cet effet.

Les produits finis destinés à un retour au sol sont entreposés par lots afin d'en assurer la traçabilité.

Tout entreposage à l'air libre de matières pulvérulentes, très odorantes ou fortement évolutives est interdit.

Constats : Lors de la visite des installations, l'inspection a constaté que les différentes aires n'étaient pas identifiées et réservées, les différents tas se rejoignant. L'exploitant indique que des pannes de broyeurs ont entraîné un encombrement de son installation, principalement par le bois issu de déchetterie (autre activité du site). Non-conformité n° 3 : Ce point constitue une non-conformité.
Type de suites proposées : Lettre de suite préfectorale
Proposition de suites : 1 mois

N° 6 : Rétention des aires et locaux de travail

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/07/2011, article I > 2.9
Thème(s) : Risques accidentels, Rétention produits dangereux
Prescription contrôlée : Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement. À cet effet, un seuil surélevé par rapport au niveau du sol ou tout dispositif équivalent les sépare de l'extérieur ou d'autres aires ou locaux. Les matières recueillies sont de préférence récupérées et recyclées ou, en cas d'impossibilité, traitées conformément au point 5.7 ou au titre 7 Déchets.
Constats : Lors de la visite des installations, l'inspection a constaté que la benne de stockage des déchets dangereux issus du tri (principalement des emballages ayant contenu des produits dangereux) était stockée sur l'emprise de la zone de compostage. La benne servait en effet à séparer des tas. De plus, la benne était pleine (un bidon au moins était tombé sur le tas de déchets verts), l'exploitant affirme ne jamais l'avoir expédiée à ce jour. L'inspection insiste sur la nécessité d'évacuer cette benne et de faire traiter les déchets qu'elle contient. Par ailleurs, un fût ayant contenu du lubrifiant et un déchet d'équipement électrique et électronique (qui sont des déchets dangereux) étaient présents dans une benne de métaux séparant elle aussi des tas. À noter que cette benne n'était pas totalement fermée et qu'en cas de pluie, des écoulements se produiraient sur la zone de compostage. Par courriel du 23/10/2023, l'exploitant indique à l'inspection avoir repositionné la benne de produits dangereux hors de la zone de compostage et avoir évacué les autres déchets dangereux présents dans la zone. En revanche, il n'indique pas avoir évacué les déchets dangereux de son site pour traitement. Non-conformité n° 4 : Ces points constituent une non-conformité. L'inspection insiste notamment sur la nécessité de traiter les déchets dangereux en question et demande à l'exploitant de lui transmettre au plus vite le bordereau de suivi associé.
Type de suites proposées : Lettre de suite préfectorale
Proposition de suites : 1 mois

N° 7 : Entreposage des déchets (non dangereux non inertes)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13.IV
Thème(s) : Risques chroniques, Organisation des zones de stockage
Prescription contrôlée : <p>Les aires de réception, de transit, regroupement, de tri et de préparation en vue de la réutilisation des déchets doivent être distinctes et clairement repérées. Les zones d'entreposage sont distinguées en fonction du type de déchet, de l'opération réalisée (tri effectué ou non par exemple) et du débouché si pertinent (préparé en vue de la réutilisation, combustible, amendement, recyclage par exemple).</p> <p>L'exploitant dispose de moyens nécessaires pour évaluer le volume de ses stocks (bornes, piges, etc.).</p> <p>La hauteur des déchets entreposés n'excède pas 3 mètres si le dépôt est à moins de 100 mètres d'un bâtiment à usage d'habitation. Dans tous les cas, la hauteur n'excède pas six mètres.</p> <p>Pour la rubrique n° 2711, les bouteilles de gaz liquéfié équipant des équipements tels que cuisinières ou radiateurs sont retirées avant qu'ils ne soient introduits dans un endroit non ouvert en permanence sur l'extérieur.</p> <p>Les zones d'entreposage et de manipulation des produits ou déchets sont couvertes lorsque l'absence de couverture est susceptible de provoquer :</p> <ul style="list-style-type: none">- la dégradation des produits ou déchets gérés sur l'installation, rendant plus difficile leur utilisation, valorisation ou élimination appropriée, par exemple via l'infiltration d'eau dans la laine de verre et les mousses des déchets d'équipements électriques et électroniques ;- l'entraînement de substances polluantes telles que des huiles par les eaux de pluie.
Constats : <p>Dans son dossier d'enregistrement déposé sur la plateforme GUN le 05/10/2022, l'exploitant demande notamment d'être soumis à déclaration pour son activité de tri de déchets d'activités économiques (activité indiquée dans son arrêté applicable mais sous le seuil de déclaration). L'exploitant a indiqué que son activité consistait en un premier tri des gros éléments (plastique, métaux, cartons, ...) avant réexpédition vers des installations de tri plus efficaces.</p> <p>Lors de la visite des installations, l'inspection a constaté que les 3 principales activités du site (compostage, transit de bois de déchetteries et tri de déchets non dangereux) s'effectuaient toutes sur la même plate-forme. En effet, comme déjà évoqué, des bennes de déchets métalliques et dangereux étaient présentes sur la zone de compostage. De plus, la zone de tri et celle d'entreposage de bois de déchetterie se situent à proximité directe de l'activité de compostage.</p> <p>Non-conformité n° 5 : Ceci constitue une non-conformité, la distinction des zones d'entreposage doit être mieux marquée et indiquée sur un plan.</p> <p>Si le sujet n'a pas pu être approfondi, l'inspection s'interroge sur l'impact de la forte proximité entre les activités sur la gestion des eaux ruisselant sur les différents types de déchets. Ce point sera traité lors d'une prochaine inspection.</p>
Type de suites proposées : Lettre de suite préfectorale
Proposition de suites : 1 mois

N° 8 : Entretien général du site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/11/2017, article 2.3.3
Thème(s) : Risques chroniques, Lutte contre les espèces invasives
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant assure un entretien régulier des aménagements qu'il met en œuvre sur la plate-forme technique objet du présent arrêté.</p> <p>Il procède périodiquement à la tonte des surfaces engazonnées et au broyage des plantes et arbustes empêchant l'écoulement des eaux pluviales.</p> <p>Il assure la destruction régulière des plantes envahissantes, colonisatrices des surfaces artificiellement créées pour l'aménagement de la plate-forme, par des moyens appropriés respectueux de l'environnement et de la biodiversité locale.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a indiqué à l'inspection entretenir semestriellement l'espace le long de la clôture sud du site. Il précise néanmoins que l'autre côté de la clôture (voie publique) ne fait l'objet d'aucun entretien.</p> <p>Lors de la visite des installations, l'inspection a pu constater la présence, en différents points du site (notamment au nord du site et dans le fossé central), de nombreux massifs de renouée du Japon.</p> <p>À noter que ce point avait fait l'objet d'une mise en demeure de l'installation en 2020, mise en demeure levée sur le point en question.</p> <p>Non-conformité n° 6 : Ceci constitue une non-conformité. L'exploitant doit mettre en œuvre un programme d'entretien de son site intégrant la lutte contre les espèces invasives. L'inspection souhaite notamment que l'exploitant lui précise l'exutoire retenu pour évacuer les plantes ainsi traitées. À noter que, avant de traiter le fossé central, il convient que l'exploitant se rapproche de GRTGaz pour prendre en compte les contraintes liées à la présence de la canalisation de transport de gaz.</p> <p>Par courriel du 23/10/2023, l'exploitant s'engage à déployer un programme pour lutter contre les plantes invasives. Il précise qu'il sera difficile, voire impossible, de traiter définitivement ce sujet, notamment du fait que ces plantes sont également présentes en dehors du site.</p> <p>L'inspection rappelle que la prescription porte sur l'entretien et la destruction régulière des espèces, même si le traitement définitif semble en effet difficilement atteignable..</p>
Type de suites proposées : Lettre de suite préfectorale
Proposition de suites : 1 mois

N° 9 : Traçabilité des déchets

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2022, article R. 541-45
Thème(s) : Actions nationales 2023, Traçabilité des déchets – utilisation de Trackdéchets
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée « système de gestion des bordereaux de suivi de déchets ». Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets. Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la</p>

personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique.
Constats : L'exploitant est inscrit sur Trackdéchets mais affirme ne jamais l'avoir utilisé à ce jour : - il ne reçoit plus de déchets amiantés à ce jour car il attend l'instruction de son dossier ; - il n'a pas encore expédié de déchets dangereux.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Traçabilité des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, articles 1 ^{er} & 2
Thème(s) : Risques chroniques, Registres entrant et sortant
Prescription contrôlée : Les exploitants des établissements effectuant un transit, regroupement ou un traitement de déchets, y compris ceux effectuant un tri de déchets et ceux effectuant une sortie du statut de déchets, établissent et tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets entrants ... Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants ...
Constats : L'exploitant a présenté son logiciel de suivi, Nussy, outil unique servant à l'exploitation, mais aussi à la facturation, et qui permet d'enregistrer tous les mouvements entrant et sortant du site. L'inspection a pu assister à l'enregistrement dans l'outil d'un camion arrivant sur le site : - le camion passe sur le pont bascule ; - le chauffeur se rend à l'accueil pour signaler le contenu de son chargement (dans l'exemple en question, il s'agissait de déchets verts) ; - l'exploitant lui fournit un bon de déchargement qui devra être signé par l'agent Astradec qui surveillera le déchargement ; - le chauffeur rejoint son camion et va décharger son contenu en présence d'un agent Astradec ; - cet agent contre-signe le bon pour valider le contenu, - le chauffeur repositionne son camion vide sur le pont bascule et se rend de nouveau à l'accueil pour rendre son bon de déchargement avant de partir. L'exploitant précise que le bon est également utilisé quand il s'agit de camions internes à l'entreprise.
Non-conformité n° 7 : Par courriels des 02 et 06/11/2023, l'exploitant a transmis à l'inspection ses registres des déchets entrants et sortants pour l'année 2023. Certaines informations obligatoires ne sont pas mentionnées, principalement concernant l'origine des déchets entrants (raison sociale, numéro de SIRET et adresse du producteur, de l'expéditeur et du transporteur ainsi que le numéro de réception concernant ce dernier) et la destination des déchets sortants. De plus, vous utilisez la dénomination DIB qui n'a plus d'existence légale. Ces points constituent une non-conformité.
Type de suites proposées : Lettre de suite préfectorale
Proposition de suites : 1 mois